

**ABOLIR LE SALARIAT, C'EST PRODUIRE POUR VIVRE AU LIEU DE
VIVRE POUR PRODUIRE!.**

La critique marxiste de la société bourgeoise est essentiellement la critique du salariat. Sa condamnation du capitalisme est essentiellement la condamnation de la production pour la production. C'est ce que l'opinion commune empoisonnée par les préjugés de cette société et par les mensonges de l'opportunisme est incapable de comprendre. C'est ce que les marxistes révolutionnaires ne doivent cesser d'expliquer et de rappeler.

Historiquement et logiquement, salariat généralisé et production pour la production sont indissolublement liés. Le salariat ne se généralise que si la plus grande partie de la population est dépourvue des moyens de production et, plus généralement, de propriété ; alors la grande majorité des hommes est contrainte de vendre sa vie contre argent à une puissance extérieure pour pouvoir subsister. Cette "puissance extérieure" est, comme chacun sait, la classe détentrice des moyens de production. Comme toutes les classes dominantes de l'Histoire, celle-ci vise à s'approprier des moyens de jouissance sans participer elle-même à l'activité sociale, sans se soumettre elle-même à l'obligation de travailler.

On pourrait donc croire qu'en régime capitaliste, le but de la production est la satisfaction des besoins de la classe dominante et que la vie de la grande majorité des hommes est subordonnée à ce but. En réalité, les choses ne sont pas aussi simples comme le prouve déjà le fait qu'en URSS il y a en somme un capitalisme sans capitalistes ! S'il s'agissait exclusivement d'entretenir une poignée de capitalistes, il ne serait pas nécessaire - même s'ils ont les dents très longues - que des millions et des millions d'ouvriers, d'employés, de techniciens s'échinent à longueur d'année dans une hâte de plus en plus fébrile. Il n'y a aucune mesure entre les milliards d'heures de travail journalier fournies chaque année par la population salariée de tous les grands pays industriels avancés et... les besoins de consommation des gros actionnaires des banques, des entreprises, des firmes et même de la haute bureaucratie d'Etat par dessus le marché. Chacun sait fort bien qu'à "trop bien payer" ses salariés l'Entreprise ou la Firma courrait un risque pire encore que de ne pas verser à ses actionnaires des dividendes "suffisants" à leurs yeux : elle ferait faillite sur le marché. Quant à l'Etat qui agirait de même, il ferait banqueroute. Donc, même sans recourir à des notions de haute économie, en s'en tenant simplement à la réalité empirique, on saisit que n'obéissent pas aux besoins des salariés l'économie capitaliste n'obéit pas davantage aux besoins personnels des membres de la bourgeoisie, mais aux lois impersonnelles du marché qui s'imposent jusqu'à la classe dominante elle-même.

Ces lois commandent - comme on ne cesse de nous le répéter jusqu'à la nausée - la réduction des coûts de production. Des entreprises productives et des ouvriers proprement dit, cet impératif s'étend à toutes les firmes, toutes les administrations publiques et privées et par conséquent à toute la population salariée. C'est donc la

dictature du marché qui explique cet étrange paradoxe : plus l'humanité produit ou est capable de produire de richesses, plus fébrilement elle doit travailler, plus sévèrement elle doit tenir en bride ses besoins, et plus de mal elle vit donc finalement, si "bien vivre" ne signifie pas, comme pour le bourgeois... "acheter davantage" ! Mais alors, tout se passe comme si le but de la production n'était pas du tout la consommation sociale, mais la production elle-même ! Dans le capitalisme archi-mûr d'aujourd'hui, il n'est pas jusqu'à la conscience vulgaire qui ne soit frappée d'une telle absurdité, puisqu'on ne compte plus les naïfs - vrais ou simulés - qui demandent publiquement : pourquoi l'expansion ??? La chose est réjouissante, parce que c'est la réalité la plus quotidienne qui impose à des millions d'hommes qui n'ont certes jamais lu le savant "Capital" de Karl Marx, la reconnaissance de la vérité qui s'y trouve formulée depuis plus d'un siècle : Le point de vue du capitalisme est la production pour la production et non pour la satisfaction des besoins sociaux, parce que le Capitalisme produit des marchandises et non des biens d'usage.

Que la classe aujourd'hui salariée parce que dépossédée de tous moyens d'existence propres entre en possession de tout ce qui est nécessaire et suffisant pour assurer son existence collective, voilà une révolution sociale qui change tout. Le point de vue de la classe salariée ne peut pas être de "réduire les coûts de production", puisque finalement ce que le capitaliste appelle ainsi, c'est la vie humaine elle-même qu'il "réduit" en effet à une bien pauvre chose ! Le point de vue serait plutôt, pour employer une formule facile, d'augmenter ces "coûts" ! Il ne peut être davantage de travailler d'autant plus intensément que la productivité du travail est plus grande, mais tout au contraire d'utiliser la productivité accrue pour se libérer de l'esclavage millénaire du travail. Cela tombe sous le sens de quiconque n'est pas une canaille opportuniste, un chrétien ou un bourgeois.

Tant qu'à côté du capitalisme existait une vaste zone de petite production d'un rendement social misérable et qui contraignait les producteurs à une existence encore plus barbare que celle des prolétaires en tant qu'existence purement privée, isolée, ce point de vue de la classe salariée ne pouvait pas encore apparaître comme l'intérêt de la société tout entière et il ne pouvait donc triompher dans la réalité. Mais depuis que le capitalisme l'a emporté sur les modes de production plus arriérés, l'intérêt de la société tout entière se confond avec l'intérêt de la classe salariée auquel tous les intérêts particuliers doivent être impitoyablement soumis, ce qui suppose la dictature politique du prolétariat. Alors la norme capitaliste de la libre entreprise, qui dans un régime où, comme en Russie, le profit d'entreprise est tabou, est simplement limitée, tombe complètement.

La "libre entreprise" n'est en effet qu'un groupe particulier d'intérêts qui agit comme s'il était le centre du monde, c'est-à-dire mobilise autant de moyens de production et de matières premières, embauche autant de travailleurs que son capital et

*ses perspectives commerciales le lui permettent, sans se demander si ces ressources et ces travailleurs ne seraient pas plus utiles dans une autre branche d'activité ; qui produit autant de sa marchandise particulière qu'il arrive à en placer sur le marché sans se demander si d'autres biens ne seraient pas socialement plus utiles, quitte à faire la "guerre psychologique" à toute la population pour la persuader du besoin qu'elle a de cette marchandise particulière.

Mais l'entreprise centre-du-monde (qu'elle soit "privée" ou comme en Russie d'Etat, le résultat est socialement le même !) engendre de telles absurdités qu'elle devient de moins en moins tolérable. La norme nouvelle dérivant de la substitution de la dictature du prolétariat à celle de la bourgeoisie ne pourra être que la réglementation sociale directe de la production. Cela suppose l'intégration des anciennes entreprises dans un tout cohérent, mais cela ne peut se faire sans que la distribution des travailleurs dans les différentes branches de production et activités en général qui s'effectue aujourd'hui au petit bonheur la chance soit réglée centralement en fonction des besoins réels de façon qu'on n'ait pas par exemple trop d'acier et trop peu de denrées alimentaires, trop de moyens de transport et trop peu de locaux d'habitation, trop de chansons, de films, de livres? etc... et pas assez de services d'éducation et de santé, etc... sans compter beaucoup trop de propagande bourgeoise et opportuniste et déplorablement peu d'écrits communistes !

Chose curieuse, tout le monde comprend de mieux en mieux cette nécessité à mesure que le joug capitaliste devient de plus en plus pesant, mais - par la faute de l'opportunisme - très peu de gens saisissent que substituer une économie sociale cohérente à la libre entreprise signifie cesser de produire les biens comme marchandises, comme valeurs attestées par un prix en monnaie, comme produits échangeables ! Pourtant, même dans l'entreprise actuelle, les différents ateliers n'"échangent" pas leurs produits. L'atelier de montage, par exemple, reçoit directement ses pièces de l'atelier de fabrication sans avoir besoin de les lui acheter. A l'intérieur de l'entreprise, on comptabilise sans doute bien les quantités de travail dépensé à chaque stade, pour éviter le gaspillage en petit (alors que le gaspillage en grand triomphe à l'échelle de la société !) mais ces quantités de travail ne prennent pas la forme de valeurs, en d'autres termes le produit n'est affecté d'un prix monétaire qu'au moment où ce produit est achevé et "sort" de l'entreprise.

Mais ^{si} il en "sort" fatalement, c'est que l'entreprise a des limites étroites et que dans les limites plus larges de la production sociale considérée à l'échelle d'un pays, d'un continent et à plus forte raison du monde, une foule d'entreprises indépendantes se meuvent et s'agitent comme des molécules folles. Que les limites étroites de l'entreprise actuelle soient reculées à celles de la production sociale d'un pays, d'un continent et finalement du monde - en d'autres termes que l'entreprise actuelle devienne à l'économie globale ce que ses différents ateliers lui sont présentement à elle (c'est cela et rien d'autre la socialisation des moyens de pro-

duction) non seulement il n'est plus nécessaire d'affecter les produits d'un prix monétaire, mais cela devient complètement impossible. La valeur et le prix ne peuvent apparaître qu'à la limite u système si bien que lorsqu'il devient mondial, ils disparaissent totalement. La production marchande du capitalisme va régressant à mesure que la révolution sociale gagne du terrain, ce qui ne signifie pas, comme le prétendent une foule de "marxistes" à la manque qu'elle se maintient tant que la révolution n'est pas mondiale, mais qu'elle disparaît seulement là où le prolétariat domine.

Or, abolir la production de marchandises, c'est fatalement abolir le SALARIAT LUI-MEME puisque le salaire n'est jamais que le prix d'une marchandise particulière qui est la force de travail et qu'il suppose le marché du travail en même temps que le marché tout court, c'est-à-dire l'anarchie dans la distribution des forces de travail. Si les produits ne sont plus des valeurs, si la distribution des forces de travail n'est plus livrées au hasard du marché, il devient impossible de considérer la force de travail elle-même comme une valeur et de lui assigner un prix de marché. Les membres de la société, désormais tous astreints au travail social (normément allégé, ne sont plus "rétribués" en fonction de "mérites" (!) individuels vrais ou supposés ; ils reçoivent du produit social une quote-part proportionnelle à l'importance de sa fraction consommable, et si celle-ci est nécessairement beaucoup plus forte qu'aujourd'hui, c'est que le temps passé... à fabriquer des moyens de production aura beaucoup diminué par rapport à ce qu'il est dans le capitalisme qui ne pense qu'à "réduire les coûts". "Comment produire moins et consommer plus ?" demande toujours hypocritement l'opportuniste : le voilà le secret !

Voilà ce que signifie la revendication d'ABOLITION DU SALARIAT qui, pour Marx et trois à quatre générations de révolutionnaires, a toujours été synonyme de COMMUNISME. Il n'est pas besoin d'être grand théoricien pour la comprendre et elle n'a rien d'"utopique" et d'"irréalisable" puisqu'elle veut finalement dire une chose que pensent déjà en leur for intérieur tous les salariés que l'opportunisme n'a pas totalement abrutis : les hommes doivent produire pour vivre au lieu de vivre pour produire !

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONAL

Supplément au numéro 138 de "LE PROLETAIRE" (Programme communiste)

Pour toute correspondance écrire à "LE PROLETAIRE"

B.P. 266

13211- Marseille Cedex I.

qui transmettra.